

Anhang III*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Thorens Goumaz, de Buman, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rennwald, Schelbert, Zisyadis)

Titel

Steuertarif für Feinschnitttabak sowie für Kau- und Schnupftabak

Annexe III*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Thorens Goumaz, de Buman, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rennwald, Schelbert, Zisyadis)

Titre

Tarif d'impôt pour le tabac à coupe fine ainsi que pour le tabac à mâcher et à priser

Anhang IV*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Thorens Goumaz, de Buman, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rennwald, Schelbert, Zisyadis)

Titel

Steuertarif für anderen Rauchtabak als Feinschnitttabak und übrige Tabakfabrikate (Rollentabak, Zigarrenabschnitte und andere)

Text

...

– ... 10 Prozent des Kleinhandelspreises. (Rest streichen)
(siehe Art. 11 Abs. 2 Bst. c und d)**Annexe IV***Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Thorens Goumaz, de Buman, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rennwald, Schelbert, Zisyadis)

Titre

Tarif d'impôt pour le tabac à fumer autre que le tabac à coupe fine et les autres tabacs manufacturés (tabac en rouleaux, rognures de cigares et autres)

Texte

...

– ... à 10 pour cent du prix de vente au détail. (Biffer le reste)
(voir art. 11 al. 2 let. c et d)**Le président** (Bugnon André, président): La proposition de la minorité Thorens Goumaz aux annexes III et IV a déjà été réglée hier dans le cadre de la délibération sur l'article 11.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble**(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.053/1282)*

Für Annahme des Entwurfes ... 99 Stimmen

Dagegen ... 69 Stimmen

Le président (Bugnon André, président): Une installation de vote électronique n'a pas fonctionné. Il y a donc 99 voix en faveur du projet.

08.010

**Patentgesetz.
Systementscheid
bei der Erschöpfung
im Patentrecht****Loi sur les brevets.****Choix du régime
de l'épuisement
en droit des brevets***Différences – Divergences*

Botschaft des Bundesrates 21.12.07 (BBI 2008 303)

Message du Conseil fédéral 21.12.07 (FF 2008 257)

Nationalrat/Conseil national 05.06.08 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 24.09.08 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 02.10.08 (Différences – Divergences)

**Bundesgesetz über die Erfindungspatente
Loi fédérale sur les brevets d'invention****Art. 9a***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit(Schneider, Baader Caspar, Bigger, Favre, Flückiger, Kaufmann, Müller Philip, Rime, Wandfluh, Zuppiger)
Festhalten*Antrag der Minderheit*

(Wandfluh, Baader Caspar, Bigger, Favre, Flückiger, Kaufmann, Müller Philip, Rime, Schneider, Theiler, Zuppiger)

Abs. 5

Streichen

Eventualantrag Markwalder Bär

(falls der Antrag der Minderheit abgelehnt wird)

Abs. 1–3, 5

Streichen

Abs. 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates, aber den letzten Satz streichen

Art. 9a*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schneider, Baader Caspar, Bigger, Favre, Flückiger, Kaufmann, Müller Philip, Rime, Wandfluh, Zuppiger)

*Maintenir**Proposition de la minorité*

(Wandfluh, Baader Caspar, Bigger, Favre, Flückiger, Kaufmann, Müller Philip, Rime, Schneider, Theiler, Zuppiger)

Al. 5

Biffer

Proposition subsidiaire Markwalder Bär

(au cas où la proposition de la minorité serait rejetée)

Al. 1–3, 5

Biffer

Al. 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral, mais biffer la dernière phrase

Meier-Schatz Lucrezia (CEg, SG), pour la commission: Au cours de la session d'été 2008, nous avons eu l'occasion de débattre longuement sur l'opportunité d'introduire le principe de l'épuisement régional. Cette discussion a fait suite aux

nombreuses interventions parlementaires déposées dès le début des années 2000, année de la révision de la législation sur les médicaments et de l'introduction des importations parallèles de médicaments brevetés.

Depuis ces différents débats, votre commission s'est saisie du dossier et vous a proposé en juin 2008 un changement de système, c'est-à-dire de passer du principe de l'épuisement national à celui de l'épuisement régional. Votre conseil s'était déterminé à une très faible majorité – soit par 93 voix contre 88 – en faveur du statu quo, c'est-à-dire en faveur du maintien du principe de l'épuisement national.

Le Conseil des Etats a repris la discussion et a opté à une très large majorité – soit par 31 voix contre 12 – pour l'introduction unilatérale du principe de l'épuisement régional, avec une exception formulée à l'article 9a alinéa 5 – nous y reviendrons dans la discussion par article.

Il y a moins de deux ans, nous avons dissocié partiellement la question des importations parallèles de l'examen de la loi sur les brevets. Il nous appartient donc aujourd'hui de décider en la matière. Ce décalage nous a permis de nous pencher aussi sur les nombreuses questions soulevées par la minorité de la commission, qui souhaite, toujours et encore, maintenir le statu quo.

Les aspects juridiques et économiques ont également retenu l'attention du Conseil des Etats. Ses membres ont évalué les avantages et les inconvénients de la solution proposée en juin par la majorité de notre commission. Ils ont retravaillé le texte et l'ont amendé.

Aujourd'hui, notre conseil est une nouvelle fois saisi du dossier. La commission a analysé le message du Conseil fédéral, les différentes études et les différents avis de droit. Le Conseil fédéral, une fois de plus et contrairement aux recommandations de certains experts qu'il a lui-même mandatés, maintient sa position en la matière. Il propose d'en rester au principe de l'épuisement national, estimant que l'utilité économique escomptée ne saurait compenser les inconvénients d'un changement de régime. La commission n'a pas, malgré cette opposition et suite à de nombreuses séances de travail, remis en question sa décision préalable.

Face à l'enjeu, je me permets une fois encore de vous rappeler les possibilités d'épuisement des droits conférés par un brevet à son titulaire. Le titulaire d'un produit breveté a, selon la juridiction suisse, un droit d'interdiction, c'est-à-dire qu'il peut interdire la mise en circulation du produit breveté, les droits de propriété justifiant eux seuls l'interdiction selon la règle de l'épuisement national aujourd'hui encore en vigueur dans notre pays. L'acquéreur légitime du produit a un droit de vente et de distribution exclusif sur le territoire de l'Etat pour lequel la protection a été accordée. Cette interdiction vaut non seulement pour les entreprises suisses et les entreprises établies en Suisse, mais aussi pour toutes les entreprises étrangères écoulant les produits brevetés en Suisse. Toute importation d'un produit breveté requiert donc l'accord du détenteur des droits de protection. Cette règle a pour effet que le détenteur du brevet peut non seulement fixer un prix de vente, mais encore, et c'est cela qui est choquant, déterminer le canal de distribution du produit. Cette restriction des canaux d'importation est contraire à un ordre économique libéral.

La majorité de votre commission maintient son analyse, convaincue des effets économiques positifs, et vous propose une solution qui nous permette une ouverture modérée. Cette hausse du PNB qui est due à cette ouverture modérée, même si elle est relativisée par les représentants de la minorité, n'en est pas moins une. Et toute hausse du PNB, aussi légère soit-elle, contribue au bien-être de notre société.

Ceux qui aujourd'hui répètent que les importations parallèles ne contribuent pas véritablement à la baisse des prix, mais à enrichir les importateurs parallèles, tiennent un discours foncièrement antilibéral. S'il y a divergence d'intérêts et par conséquent différentes propositions de minorité, la majorité de la commission a suivi la décision du Conseil des Etats incluant la suppression de l'article 14 alinéa 3 de la loi sur les produits thérapeutiques. Le Conseil des Etats s'est inspiré

du texte de la majorité de votre commission, texte qui vous avait été soumis en juin dernier. La majorité de la commission a maintenu sa position, convaincue des effets économiques positifs d'une ouverture.

La majorité de la commission vous propose par ailleurs, outre l'inscription du principe de l'épuisement régional unilatéral et suite à l'amendement des sénateurs, d'introduire un alinéa 5 précisant les exceptions à la règle de l'épuisement régional. Elle estime que tout produit dont le prix est administré doit profiter d'une clause d'exception puisque le prix n'est pas déterminé selon les règles de l'offre et de la demande. Les prix administrés en Suisse servent en principe de prix de référence pour les négociations avec les autres pays. Ce prix de référence ou de protection étatique n'est donc pas remis en question, raison pour laquelle nous vous proposons d'introduire cette clause d'exception.

La minorité de la commission estime que la solution proposée est contraire aux accords internationaux conclus par la Suisse. Elle estime que la solution n'est pas compatible avec les accords de l'OMC, du GATT et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Je rappellerai une fois de plus que les experts consultés sont divisés sur les conséquences d'une introduction unilatérale des règles relatives à l'épuisement régional. Ils se réfèrent dans leur analyse à deux principes ancrés dans les accords du GATT et de l'OMC, soit les règles de la non-discrimination et la clause de la nation la plus favorisée.

Par ailleurs, les représentants de la minorité estiment que toute ouverture, si elle devait avoir lieu, devrait s'inscrire dans un contexte bilatéral et ne pourrait intervenir unilatéralement. Lors du débat en commission, la majorité a rappelé que ces mêmes milieux étaient favorables à l'introduction unilatérale du «Cassis de Dijon». S'ils étaient conséquents, ils devraient reconnaître que de cette façon la Suisse maintient sa capacité d'action et d'intervention. La question est avant tout d'ordre économique. La réponse de la majorité s'inscrit dans la logique des suppressions des restrictions encore contenues dans notre ordre juridique. Pour les restrictions étatiques, je citerai le «Cassis de Dijon»; pour la protection semi-étatique, la loi sur les brevets; ou encore, pour les restrictions enfreignant la concurrence privée, je signalerai, à titre de rappel, la loi sur les cartels.

La minorité vous propose par ailleurs la suppression de l'alinéa 5, mais non pas parce qu'elle souhaite une ouverture conséquente, sans restrictions, pour les produits ayant bénéficié des prix administrés, car elle aurait dû, à ce moment-là, voter la proposition de la commission en juin déjà. Cette proposition d'ouverture n'en est pas véritablement une; c'est une proposition contraire à l'ouverture, c'est une proposition tactique. Cette proposition a d'ailleurs été rejetée par votre commission par 14 voix contre 11.

Finalement, la commission a, suite à la décision des sénateurs, décidé d'abroger l'alinéa 3 de l'article 14 de la loi sur les produits thérapeutiques. Cette disposition a, à maintes reprises, fait l'objet de débats au sein de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, et le Conseil fédéral entendait proposer son abrogation lors de la prochaine révision de la loi, en 2009.

De quoi s'agit-il? Compétence est donnée au Conseil fédéral de régler la procédure visant à faire valoir l'existence d'une protection. Or, de l'avis de la commission, cette décision appartient au juge, et non pas au Conseil fédéral. De plus, cet alinéa est contraire aux dispositions de l'article 9a de la loi sur les brevets tel que la majorité de la commission vous propose de l'adopter.

C'est la raison pour laquelle la commission vous propose, au chiffre la, de suivre le Conseil des Etats et d'abroger l'article 14 alinéa 3 de la loi sur les produits thérapeutiques.

La commission s'est prononcée par 14 voix contre 11 pour l'introduction du principe de l'épuisement régional unilatéral. Je vous invite donc à suivre la majorité dans ce débat et à inscrire ledit principe dans la loi.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL), für die Kommission: Wir befinden uns heute im Differenzbereinigungsverfahren zur Teilrevision des Patentrechtes, das weitreichende wettbewerbspolitische Folgen hat. Es geht erstens einmal um die Frage: Welches System der patentrechtlichen Erschöpfung wählen wir? Wir definieren damit auch die einem Patentinhaber vermittelten Ausschlussrechte im Handel mit einem patentgeschützten Produkt. Zweitens geht es um die Frage: Wählen wir für alle Produktkategorien die gleichen Regeln, oder gibt es Ausnahmeregelungen?

Die Meilensteine der heutigen Revision bzw. der Vorlage, wie wir sie heute diskutieren, sind Ihnen bekannt. Zentral ist, dass der Bundesrat im Dezember 2007 in seiner Botschaft am geltenden System der nationalen Erschöpfung festgehalten hat. Diese Frage wurde aus der vorhergehenden Revision des Patentrechtes herausgelöst. Es gibt nach dem Entwurf des Bundesrates eine Ausnahme: Bei jenen Produkten, bei denen der patentierte Teil für die Funktionalität des Produktes unbedeutend ist, soll die internationale Erschöpfung gelten, und das verbunden mit einer Umkehrung der Beweislast.

Am 5. Juni dieses Jahres ist unser Rat entgegen dem Antrag der WAK dem Entwurf des Bundesrates gefolgt und hat am Grundsatz der nationalen Erschöpfung festgehalten. Anders der Ständerat: Der Ständerat hat am 24. September dieses Jahres einen Systemwechsel im Patentgesetz hin zur EWR-regionalen Erschöpfung befürwortet, und zwar grossmehrheitlich. Massgeblich sind im Entscheid des Ständerates, wie Sie ihn auf der Fahne finden, vier Punkte:

1. Neu soll grundsätzlich im Patentgesetz die einseitige EWR-regionale Erschöpfung verankert werden. Das heisst dann in der Konsequenz, dass Parallelimporte von patentgeschützten Produkten aus dem EWR-Ausland auch ohne Einwilligung des Patentinhabers zugelassen sind.
2. Für Produkte ausserhalb des EWR-Raumes, bei denen der patentierte Teil nur eine untergeordnete Bedeutung hat, soll die internationale Erschöpfung gelten.
3. Für Produkte mit im In- oder im Ausland staatlich festgelegten Preisen gilt eine Ausnahmeregelung. Für diese wird im Gesetzesvorschlag des Ständerates weiterhin die nationale Erschöpfung stipuliert, und zwar in jedem Fall, also auch, wenn der patentgeschützte Teil nur eine untergeordnete Bedeutung hat. Auf die Frage der redaktionellen Anpassung von Absatz 5 werden wir nachher noch zu sprechen kommen.

4. Weiter hat der Ständerat aus systematischen Gründen das Parallelimportverbot für Medikamente aus dem Heilmittelgesetz gestrichen. Der Ständerat hat sich mit dieser Lösung für mehr Wettbewerb im Vertrieb patentgeschützter Produkte ausgesprochen. Er verspricht sich davon Preissenkungen im Kampf gegen die hohen Preise in der Schweiz.

Die Mehrheit der WAK hat sich integral dem Konzept des Ständerates angeschlossen. Damit soll nach Ansicht der Mehrheit der Kommission bei patentgeschützten Produkten die regionale Erschöpfung im Rahmen des EWR gelten. Dafür sprachen sich die Kommissionsmitglieder in der Grundsatzabstimmung mit 14 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung aus. Die Mehrheit der Kommission hat auch der Sonderregel bei Produkten mit staatlich reglementierten Preisen zugestimmt, und zwar in der Überlegung, dass bei Produkten mit staatlichen Preisfixierungen unterschiedliche Wettbewerbsregeln auch im Patentrecht eben durchaus begründet werden können, da hier ja nicht der Wettbewerb der Preise, sondern der Wettbewerb der Preisregulierungssysteme herrscht. Faktisch ist das – wie die Auskunft der Verwaltung in der Kommission ergeben hat – eine Sonderregel für Arzneimittel beziehungsweise Medikamente, da wir in der Schweiz nur hier staatlich festgelegte Preise kennen. Die Kommission hat ferner auch der Streichung des Parallelimportverbots im Heilmittelgesetz zugestimmt.

Die Minderheit der Kommission hält am System der nationalen Erschöpfung als Grundsatz fest. Sehr umstritten war auch die Sonderregel für die Produkte mit staatlicher Preisfestsetzung.

Kontrovers beurteilt wurde in der Kommission zunächst vor allem die Frage, ob die einseitige Einführung der EWR-regionalen Erschöpfung im Rahmen des EWR durch die Schweiz völkerrechtlich kompatibel sei. Infrage gestellt wurde insbesondere die Vereinbarkeit mit dem Trips- und mit dem Gatt-Abkommen. Nach Ansicht der Mehrheit der Kommission sind die sehr unterschiedlichen rechtlichen Beurteilungen in Bezug auf die Völkerrechtskonformität bereits bekannt. Wir haben verschiedene Gutachten, und die Schlussfolgerungen – auch nach der Interpretation des Bundesamtes für Justiz – sind die, dass sich die regionale Erschöpfung im Rahmen des EWR durchaus mit den völkerrechtlichen Vereinbarungen in Einklang bringen lässt. Es stellt sich insbesondere die Frage, wer dann im konkreten Fall überhaupt klagen soll.

Die Mehrheit der Kommission ist der Ansicht, dass das Klagerisiko gering ist. Sie wissen, klagen können nicht Unternehmungen, sondern Staaten. Wir werden in der Detailberatung sicher nochmals darauf zurückkommen. Die Minderheit machte geltend, dass insbesondere nach der Meistbegünstigungsklausel des Gatt-Abkommens die Liberalisierung dann von den EWR-Staaten auf weitere Mitgliedstaaten ausgedehnt werden müsste, und das liefе faktisch auf die internationale Erschöpfung hinaus. Kontrovers beurteilt wurden auch die volkswirtschaftlichen Auswirkungen in Bezug auf die Preiswirkungen und den Standort.

Die Kommissionsmehrheit verspricht sich von einem Systemwechsel im Patentgesetz eine Belebung des Wettbewerbs mit deutlich preissenkender Wirkung – wir haben ja zahlreiche Studien dazu –, auch wenn klar ist, dass wir das nicht mit dem Tropfenzähler quantitativ genau festlegen können. Aber klar ist, dass wir im Kampf gegen die Hochpreisel Schweiz alle Instrumente einsetzen müssen, und dazu gehört auch die Zulassung von Parallelimporten aus den wichtigen Aussenhandelsregionen wie den Ländern des EWR. Die Minderheit befürchtet eine Gefährdung des Standortes und insbesondere des Innovationsschutzes. Ich denke, wir werden auch darüber im Rahmen der Detailberatung noch eingehend diskutieren.

Gestatten Sie mir zum Schluss noch eine Bemerkung zu Absatz 5: In Absatz 5 haben wir die Sonderregel für die Produkte mit staatlich festgesetzten Preisen. Zu einer ausgiebigen Diskussion führte, aufgrund eines Briefs der Redaktionskommission, die Frage, ob die Rückverweisung in Absatz 5 für die Absätze 1 bis 3 gilt – wie Sie es auf der Fahne finden – oder für die Absätze 1 bis 4. Frau Sommaruga hatte als Sprecherin im Ständerat explizit und unwidersprochen festgehalten, dass der Rückverweis auf die Absätze 1 bis 3 ein redaktioneller Fehler sei und dass klar gemeint sei, dass die Rückverweisung die Absätze 1 bis 4 umfasse. Es hat unterschiedliche materielle Konsequenzen, ob wir die redaktionelle Bereinigung im Hinblick auf die Absätze 1 bis 4 vornehmen oder ob es bei dem bleibt, was auf der Fahne steht. Denn damit wird bestimmt, ob bei den Produkten mit staatlichen Preisen die nationale Erschöpfung ganz generell gilt oder ob es für die Produkte, bei denen der patentierte Teil nur eine geringfügige Bedeutung hat, einen Vorbehalt gibt.

Die Mehrheit der Kommission folgte nach ausgiebigem Studium der Materialien klar der Interpretation des Ständerates, wonach es sich bei der Rückverweisung auf die Absätze 1 bis 3 auf der Fahne um einen redaktionellen Fehler handelt. Die Rückverweisung betrifft die Absätze 1 bis 4. Diese Interpretation hat auch Bundesrätin Widmer-Schlumpf bestätigt, die an allen Sitzungen des Ständerates teilgenommen hat.

Ich bitte Sie, stimmen Sie mit der Mehrheit der WAK dem Systemwechsel zu. Verankern Sie neu im Patentgesetz den Grundsatz der regionalen Erschöpfung im Rahmen des EWR. Stimmen Sie auch der Regel zu, wonach für die Sektoren, in denen die Preise staatlich festgelegt sind, eine Sonderregel gilt, nämlich weiterhin die nationale Erschöpfung. Wir versprechen uns damit klar mehr Wettbewerb und eine preissenkende Wirkung für den Hochpreisstandort Schweiz. Daran können wir alle nur ein grosses Interesse haben.

Rime Jean-François (V, FR): Madame Leutenegger Oberholzer, j'aimerais vous poser une question sur le fameux alinéa 5 de l'article 9a. Je ne comprends pas pourquoi vous et les membres de votre groupe n'acceptez pas de biffer l'alinéa 5. Est-ce que vous êtes tout à coup devenus de grands supporters de l'industrie pharmaceutique, des salaires de ses managers, choses que vous critiquez si volontiers?

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL), für die Kommission: Herr Rime, darf ich darauf hinweisen, dass ich hier Kommissionssprecherin bin. Ich kann nur Überlegungen festhalten, die für die Mehrheit massgebend sind. Es steht auf der einen Seite fest, dass bei den Medikamenten ein grosses Preissenkungspotenzial besteht, aber auf der anderen Seite ist auch klar, dass bei Produkten, deren Preise staatlich festgesetzt sind, der vermehrte Wettbewerb nicht so sehr zu einem Wettbewerb der Preise führen würde, sondern vielmehr zu einem Wettbewerb der Regulierungssysteme. Von daher lässt sich eine Sonderregel für diese Produkte, es betrifft in der Tat praktisch ausschliesslich Produkte der Pharma, rechtfertigen.

Theiler Georges (RL, LU): Ich möchte einfach gegen das, was jetzt von der Kommissionssprecherin gesagt worden ist, opponieren, und zwar, was das Vorgehen bezüglich Artikel 9a Absatz 5 anbelangt. Ich bitte Sie, diesen Artikel in der Fahne genau zu beachten – in der Fahne steht klar: «Ungeachtet der Absätze 1 bis 3 bleibt die Zustimmung des Patentinhabers für das Inverkehrbringen einer patentgeschützten Ware im Inland vorbehalten ...» Das ist für mich das, was der Ständerat beschlossen hat.

Die Präsidentin unserer Kommission, Frau Fässler, hat uns schon in der Kommission am frühen Morgen verkündet, dass das ein Fehler sei, Frau Sommaruga habe das im Ständerat erklärt und es habe niemand opponiert. Ich stelle aber fest, dass verschiedene Ständerätinnen und Ständeräte damit nicht einverstanden sind und dass eine Diskussion offensichtlich nicht stattgefunden hat. Man hat dann den Hinweis gemacht, dass man das in die Redaktionskommission geben und dort erledigen könne. Die Redaktionskommission hat das klugerweise abgelehnt. Ich habe in der Kommission ausdrücklich bei Frau Bundesrätin Widmer-Schlumpf nachgefragt, ob da wirklich materiell keine Differenz bestehe, und es ist tatsächlich so, dass zwischen den Absätzen 1 bis 3 und dem Absatz 4 eine Differenz besteht. Wir haben dann in der Kommission auch darüber abgestimmt; ich blieb dann mit meinem Antrag, «Absätze 1 bis 3» gemäss Beschluss des Ständerates einzufügen, in der Minderheit. Aber jetzt stelle ich ja fest, dass die Fahne nach wie vor den Passus «Absätze 1 bis 3» enthält; ich muss also eigentlich keinen Antrag stellen. Ich gehe davon aus, dass dann das gilt, was auf der Fahne steht und nichts anderes, wenn in diesem Rat keine Anträge auf «Absätze 1 bis 4» kommen.

Ich bitte Sie, Herr Präsident, zu dieser Frage – wenn wir dann zu diesem Punkt kommen – eine Eventualabstimmung durchzuführen und sich da nicht einfach auf Erklärungen von Frau Sommaruga oder von Frau Fässler zu verlassen. Ich plädiere dafür, nun ein korrektes Differenzbereinigungsverfahren durchzuführen.

Ich stelle also den Antrag, dass wir in Artikel 9a Absatz 5 eventualiter – wir haben dort ja je nach Ausgang dieser Abstimmung den Streichungsantrag der Minderheit Wandfluh – dann die Dinge bereinigen und eine klare Aussage des Nationalrates zurück an den Ständerat geben, sollte es denn überhaupt eine Differenz geben.

Le président (Bugnon André, président): Monsieur Theiler, nous prenons acte de votre déclaration. Nous verrons dans le cours du débat si nous la maintenons en tant que proposition, sur laquelle on votera, ou si nous ne le faisons pas.

Schneider-Ammann Johann N. (RL, BE): Eine starke Minderheit Ihrer Kommission empfiehlt Ihnen, an der nationalen Erschöpfung gemäss Bundesrat festzuhalten. Dies vor allem auch deshalb, weil uns die einseitige Regionalisierung als zu

wenig zielführend, ja sogar als naiv erscheint. Das Zeichen, das die Mehrheit in Richtung Öffnung und Kostensenkung setzen will, steht zum Beispiel dem KMU-Innovationsschutz diametral entgegen. Ich frage Sie: Wann genau machen Sie sich für unsere KMU stark? Ich frage vor allem nach Mitte-Links.

Offenbar gilt man als rückständig und als die grösseren Zusammenhänge nicht verstehend, wenn man den medial geförderten Modetrend nicht mitgehen will. Ich verstehe den Herdentrieb nicht. Ich verstehe die Eile nicht. Ich verstehe nicht, wieso man nicht die Regionalisierung auf Reziprozität sucht. Als Wirtschaftsvertreter bin ich es gewohnt, dass verhandelt wird; selten ist mir passiert, dass mir die Gegenseite gesagt hat: Komm, nimm, ich habe sowieso zu viel. Aber eben, gewisse Kreise wollen sich im Gespräch halten oder sich ins Gespräch bringen, bezahlen tun dann die anderen.

Im Namen der Minderheit Ihrer Kommission bitte ich Sie, die einseitige Öffnung jetzt nicht mitzumachen, bei der nationalen Erschöpfung zu bleiben und später einem ausgewogenen, auf Gegenseitigkeit basierenden Öffnungsschritt zuzustimmen.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Es geht hier darum, ob wir eine «Lex Pharma» machen oder nicht. Eine nach Produkten differenzierte Erschöpfung ist unserer Meinung nach nicht sinnvoll. Der Europäische Gerichtshof hat kürzlich im Zusammenhang mit patentgeschützten Arzneimitteln in einem Grundsatzurteil festgestellt, dass staatliche Preiseingriffe kein Argument sind, um Wettbewerbsbehinderungen zu rechtfertigen.

Was soll also diese Übung? Entweder wollen wir die Rechte am geistigen Eigentum einschränken, den Forschungsplatz Schweiz schwächen und diese Rechte dem Konsumentenschutz opfern, oder wir wollen das nicht. Aber wenn wir es machen, dann machen wir es für alle! Die Grundvoraussetzungen für die Erteilung eines Patents sind für alle Technologien gleich; es sollen für alle die gleichen Gesetze gelten. Eine Ungleichbehandlung bei der Schutzgewährung ist nicht zu rechtfertigen. Weshalb soll der Parallelimport von Medikamenten verboten werden, der Parallelimport von Knochenschrauben, von Hüftgelenken oder von anderen Implantaten soll hingegen erlaubt sein? Es sind alles Produkte, welche zum Medizinalbereich gehören. Einmal soll die nationale Erschöpfung gelten, das andere Mal die regionale Erschöpfung oder – wie die Kommissionssprecherin ausgeführt hat – sogar die internationale Erschöpfung. Basierend auf dem Gleichbehandlungsgesetz, der Meistbegünstigungsklausel, steht hier die Frage im Raum, ob ein Staat, der die gleiche Zulassung will wie die europäischen Staaten, diese nicht richterlich erzwingen kann.

Eine nach Produkten differenzierte Erschöpfung würde zudem Abgrenzungsprobleme schaffen und die Rechtssicherheit beeinträchtigen. Ich erinnere daran, dass Coca-Cola ursprünglich als Medikament entwickelt und als Medikament vertrieben wurde. Heute ist es ein Genussmittel. Wenn wir diese Gesetze damals schon gehabt hätten und Coca-Cola in der Medizinalflasche verkauft worden wäre, hätte die nationale Erschöpfung gegolten, für das Genussmittel hingegen die internationale Erschöpfung. Es ist mir klar, dass Coca-Cola heute nicht mehr patentrechtlich geschützt ist, sondern dass da das Markenrecht gilt und wir eine internationale Erschöpfung haben wie praktisch für alle Produkte im Foodbereich.

Es ist für mich auch unverständlich, dass hier ausgerechnet die Linke gegen die Öffnung der Märkte ist, die Linke, die in die EU will, wo der Markt zwischen den Ländern total offen ist. Jahrelang haben Sie kritisiert, wie die Pharmaindustrie abzocke, und jetzt wollen Sie gerade diese Branche schützen, eine Branche, von der Sie immer behauptet haben, dass da das grösste Einsparpotential bestehe. Da soll mir noch jemand sagen, die Linke setze sich für die Konsumenten ein!

Ich bitte Sie, meinen Minderheitsantrag zu unterstützen, das Patentgesetz für alle Technologien und für alle Branchen

identisch zu machen und entsprechend den Absatz 5 zu streichen.

Markwalder Bär (RL, BE): Ich habe einen Eventualantrag eingereicht für den Fall, dass die Minderheit Schneider – gemäss Bundesrat – nicht obsiegen würde, sondern die Mehrheit, die die einseitige Einführung der regionalen Erschöpfung fordert. Was will ich mit meinem Eventualantrag? Ich habe übrigens gleichzeitig noch eine Motion 08.3603 deponiert; Sie bekommen diese leider nicht zu Gesicht, aber ich werde Ihnen deren Inhalt auch noch kurz darlegen.

Mein Eventualantrag hat zum Ziel, die regionale Erschöpfung mit der EU einzuführen, sofern der Antrag der Mehrheit angenommen wird, und zwar auf Basis der Gegenseitigkeit, auf Basis der Reziprozität. Es muss mit der EU verhandelt werden. In meiner Motion fordere ich den Bundesrat eben auf, dass er mit der EU-Kommission Verhandlungen eingeht mit dem Ziel, ein Abkommen über die gegenseitige regionale Erschöpfung abzuschliessen. Wir haben es in der Botschaft gelesen, wir haben es aufgrund von vier Rechtsgutachten gesehen: Die einseitige regionale Erschöpfung ist WTO-rechtlich höchst problematisch, wenn nicht gar WTO-rechtswidrig, da sie das Meistbegünstigungsprinzip verletzt. Lassen Sie mich zitieren: «Die einseitige Einführung der regionalen Erschöpfung ist mit aussenhandelspolitischen Risiken verbunden und könnte die Schweiz in Streitbeilegungsverfahren vor der WTO in mögliche Retorsionsmassnahmen verwickeln.» Dieses Zitat stammt nicht etwa aus einem der vier Rechtsgutachten, sondern aus der Vernehmlassungsantwort der SP. Auch die CVP sprach sich in ihrer Vernehmlassungsantwort für die regionale Erschöpfung auf der Basis eines Abkommens mit der EU und den EWR-Staaten aus.

Mit meinem Eventualantrag wird einerseits der unbestrittene Absatz 4 von Artikel 9a in der Fassung des Bundesrates kodifiziert. Dieser Absatz ermöglicht Parallelimporte aus allen Ländern, sofern der Patentschutz einer Ware nur untergeordnete Bedeutung hat, und zudem wird die Beweislast umgekehrt. Diesen Grundsatz haben wir bereits bei der letzten Patentgesetzrevision im Kartellgesetz statuiert, und auch Thomas Müller hat ihn in einer Motion 07.3752 gefordert. Andererseits wird der Bundesrat mit meiner Motion aufgefordert, mit der EU und den EWR-Staaten entsprechende Verhandlungen über die Einführung einer gegenseitigen regionalen Erschöpfung aufzunehmen. Der Zeitpunkt ist insofern günstig, als sich die Schweiz mit der EU ohnehin über den Anschluss der Schweiz an die europäische Patentgerichtsbarkeit einigen muss.

Die Schweiz hat kein Interesse daran, gegen Wirtschaftsvölkerrecht und somit gegen das Trips-Abkommen zu verstossen. Im Gegenteil: Wir sind darauf angewiesen, dass wir die Forderungen im Bereich des geistigen Eigentums, die wir gegenüber anderen Staaten und Wirtschaftsräumen sowohl im multilateralen als auch im bilateralen Bereich stellen, auch selber erfüllen. Wir haben es selber in der Hand, ob wir im Bereich des Innovationsschutzes glaubwürdig sind. Ich bitte Sie, diese Glaubwürdigkeit nicht leichtfertig aufs Spiel zu setzen.

Wir streiten uns nun seit Jahren über einen Systemwechsel bei der Erschöpfung im Patentrecht. Aus meiner Sicht liegt die Lösung, die auch völkerrechtskonform wäre, in greifbarer Nähe. Ich bitte Sie also, falls die Mehrheit obsiegt, eine regionale Erschöpfung eingeführt werden soll, dies nicht einseitig zu tun, sondern meinem Eventualantrag zuzustimmen.

Müller Philipp (RL, AG): Ich spreche für die FDP-Fraktion zuerst zum Antrag der Minderheit Schneider: Die FDP steht hinter dem Forschungs- und Innovationsstandort Schweiz. Daher befürworten wir nach wie vor die Vorlage des Bundesrates mit der Mischung zwischen nationaler und internationaler Erschöpfung. Geistiges Eigentum ist ebenso Eigentum wie das Eigentum an einer Sache; es muss also ebenso geschützt werden. Nur die Version des Bundesrates schützt das geistige Eigentum an einem Patent vollumfänglich.

Die von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagene einseitige regionale Erschöpfung ist die schlechteste aller Lösungen. Die regionale Erschöpfung, wie sie Ihnen nun von der Kommissionsmehrheit präsentiert wird, verstösst gegen internationales Recht, da sie nicht WTO-konform ist. Konkret verstösst die Ihnen vorliegende Lösung gegen das sogenannte Trips-Abkommen. Sie können sich jetzt auf folgenden Standpunkt stellen: Wo kein Kläger sich findet, ist auch kein Richter, der urteilt oder verurteilt. Unbestritten dürfte aber sein, dass wir mit dieser Vorlage Klagen anderer Staaten riskieren. Sollte es so weit kommen, würde sich die Schweiz als Hüterin des Völkerrechts lächerlich machen.

Ich möchte Ihnen nochmals in Erinnerung rufen, dass die Bundesratslösung Parallelimporte bei sehr vielen Konsumgütern ermöglicht. Dies gilt für all jene Güter, für welche ein Patent nur untergeordnete Bedeutung hat. So wird ein Parallelimport von Lebensmitteln praktisch immer erlaubt sein, da es auf Lebensmitteln gewöhnlich keine Patente gibt oder das Patent dort von untergeordneter Bedeutung ist, wie zum Beispiel für eine Verpackung. Damit sieht die bundesrätliche Vorlage eine sinnvolle Mischung aus nationaler und internationaler Erschöpfung vor.

Im Namen der freisinnig-demokratischen Fraktion bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit Schneider zu unterstützen.

Nun spreche ich auch noch zu Absatz 5: Die FDP-Fraktion stimmt dem Antrag der Minderheit Wandfluh zu. Die Gesetzesrevision ist per se höchst problematisch, weil sie einseitig ist. Die hier angestrebte Ausnahmeregelung ist völlig unverständlich. Zum einen soll eine Branchenregelung durchgesetzt werden, zum anderen wird die Ausnahme genau da gesucht, wo über den Parallelimport tatsächlich eine Kostensenkungswirkung zugunsten des Konsumenten erzielt werden könnte.

Ich bitte Sie im Namen der FDP-Fraktion, der Minderheit Wandfluh zu folgen. Mit der Schaffung einer Differenz zum Ständerat gewinnen wir noch einmal Zeit. Diese Zeit sinnvoll zu nutzen ist eine gute Investition in die Zukunft; sicher die bessere, als einfach wenig überzeugt die Mehrheit durchzuwinken. Dann wollen wir eine Lösung für alle, auch für die innovativen KMU. Wer jetzt mit der Mehrheit geht, vergisst schlicht und einfach die KMU.

Gestatten Sie mir noch, dass ich meiner Verwunderung über das Verhalten der SP Ausdruck verleihe. Ausgerechnet die SP, welche uns erst gestern bei der Revision des Krankenversicherungsgesetzes den Vorwurf gemacht hat, wir würden im Interesse der Pharmaindustrie handeln, will heute der gleichen Pharmaindustrie einen Schutzwall einmaliger Ausprägung gewähren. Da stellen sich natürlich Fragen nach der Halbwertszeit von SP-Aussagen.

Unterstützen Sie also bitte die Minderheit Wandfluh.

Vischer Daniel (G, ZH): Ich bin zwar nicht in der SP, Herr Müller, aber es wäre jetzt interessant zu wissen: Wären Sie denn für die regionale Erschöpfung, wenn diese Ausnahmeklausel nicht im Gesetz wäre?

Müller Philipp (RL, AG): Wir haben vorhin – ich hoffe, Sie haben zugehört – einen Antrag begründet, der Sinn macht, nämlich den Eventualantrag Markwalder Bär, der die Reziprozität, also die Gegenseitigkeit bei der Einführung der eurregionalen Erschöpfung verlangt. Das ist unser Weg, das ist der richtige Weg.

von Graffenried Alec (G, BE): «Lieber den Spatz in der Hand als die Taube auf dem Dach.» Unter diesem Motto wird die grüne Fraktion den Beschlüssen des Ständerates und den Anträgen der Mehrheit Ihrer Kommission konsequent folgen und sich damit für eine einseitige europäische Lösung bei der Erschöpfung der Patente unter Ausklammerung der Medikamente aussprechen. Für uns hätten natürlich die Medikamente auch klar in dieses Regime gehört. Aber wir verzichten jetzt darauf, diese Frage noch einmal aufzuwärmen. Die Meinungen dazu sind klar, und wenn ich jetzt die letzten Redner gehört habe, dann habe ich den Eindruck, sie seien bei der letzten Debatte nicht dabei gewesen. Da hat man

uns vorgejammert, dass wir mit einem solchen Antrag die Medikamentenkonzerne ruinierten. Jetzt ist man davon abgewichen, und jetzt ist es auch wieder nicht recht.

Ich muss Ihnen schon sagen: Irgendeinmal müssen Sie den Worten auch Taten folgen lassen, wenn es um die Bekämpfung hoher Preise geht. Für uns haben Sie Ihre Glaubwürdigkeit in diesem Bereich längst verspielt. Sie sagen immer, Sie seien auch gegen hohe Preise, aber das sei jetzt gerade nicht der Moment und gerade nicht der richtige Ort, um zu handeln. Sie sagen immer, diese Massnahme falle sowieso nicht so ins Gewicht. Ich sage Ihnen aber: Die hohen Preise lassen sich nicht mit einer einzigen Massnahme und nicht erst in zehn Jahren bekämpfen; Sie müssen ein Bündel von Massnahmen treffen, Sie müssen sie jetzt treffen, um hier einen Schritt weiterzukommen.

Gestern haben wir es bei den Medikamentenpreisen wieder einmal verpasst, einen Schritt zu tun. Das darf sich heute nicht wiederholen. Wir folgen dem Ständerat, der uns hier einmal mehr in nicht zu überbietender Klarheit den Weg gewiesen hat – er ist ja auch nicht auf den Kopf gefallen. Das ist fast wie in den USA: Dort werden die im Repräsentantenhaus morgen auch dem Senat folgen müssen.

Ich spreche auch gleich zum Eventualantrag Markwalder Bär, der uns auf den Tisch geflattert ist und vorher begründet worden ist: Ich verstehe Sie nicht, Frau Markwalder. Wir versuchen schon lange, hier einen Schritt weiterzukommen. Aber Ihr Antrag ist halt wieder ein Schritt zurück. Das ist doch reine Vernebelungstaktik, was Sie hier betreiben. Wir wehren uns gegen diese Nebelgranate, und wir lehnen Ihren Antrag ganz klar ab. Wir wollen jetzt eine Lösung, und wir wollen nicht wieder in bilaterale Verhandlungen eintreten, um dann vielleicht in fünfzehn Jahren eine Lösung zu haben. Noch zum Antrag Theiler: Herr Theiler hat die Frage gestellt, und er hat natürlich Recht. Natürlich ist es eine materielle Differenz, ob dort 3 oder 4 steht. Aber es ist eben auch klar, dass dort nicht 3, sondern 4 gemeint ist. Es sind sich doch alle einig. Die Frage ist nicht, ob ein Unterschied besteht oder nicht, sondern dass alle genau wissen, dass eben 4 gemeint ist und nicht 3. Deswegen ist das eine redaktionelle Frage. Ich fordere Sie jetzt alle auf, diese Lösung, die nicht mehr aufzuhalten ist und die nicht mehr verhindert werden kann, auch wenn sie Ihnen nicht passt, sportlich zu akzeptieren und nicht in verfahrenstechnische Obstruktion zu verfallen.

Wie gesagt: Wir unterstützen den Spatz in der Hand statt die Taube auf dem Dach, und wir werden konsequent der Mehrheit folgen. Gestatten Sie mir aber noch eine persönliche Bemerkung: Statt die Taube auf dem Dach oder den Spatz in der Hand hätten wir gerne noch den Rolls-Royce in der Garage – und der Rolls-Royce, der heisst EU-Beitritt. Die Schwächen und Schwierigkeiten unseres autonomen Nachvollzugs werden bei diesem Geschäft in aller Deutlichkeit aufgedeckt. Ich kann Ihnen nicht helfen, wenn Sie nicht Rolls-Royce fahren wollen. Aber es ist wichtig, das in diesem verknoteten Geschäft zu wiederholen. Und es ist ein verknotetes Geschäft, da gebe ich Ihnen Recht. Der EU-Beitritt wäre die klarste und bequemste Lösung, um Rolls-Royce zu fahren. Aber darum geht es jetzt hier nicht.

Folgen Sie der Kommissionsmehrheit!

Darbellay Christophe (CEg, VS): Au nom du groupe PDC/PEV/PVL, je vous invite à suivre la majorité de la commission et par là même le Conseil des Etats.

Notre solution est un compromis équilibré qui correspond à la ligne que nous avons toujours défendue, à savoir le principe de l'épuisement régional, qui permet des importations parallèles en provenance de l'Union européenne, et une exception clairement formulée pour les prix des produits qui sont imposés par l'Etat, à savoir les médicaments. Ce compromis est équilibré parce qu'il tient compte de notre volonté de faire baisser les prix de toutes sortes de biens de consommation importés protégés par des brevets, cela en faisant jouer la concurrence. C'est aussi une question qui représente le symbole de notre engagement dans la lutte contre la cherté des prix en Suisse. Compromis équilibré en-

core, parce que notre solution tient compte de manière équitable des intérêts de la place économique et scientifique suisse, de manière que la Suisse reste attractive et soit un espace d'innovation.

Ainsi, en cas d'adoption de la proposition de la majorité, tout produit protégé par un brevet pourra être importé directement en provenance de l'Union européenne, cela à l'exception des médicaments figurant dans la liste des spécialités et remboursés par les caisses-maladie, ceux-là mêmes dont les prix sont imposés par l'Etat en Suisse ou dans les pays de l'Union européenne.

En matière de brevets, on peut avoir deux opinions. La première – la protection de l'innovation – est essentielle, nécessaire; elle se fait au travers des brevets. Cependant, il est inacceptable qu'un brevet serve de prétexte à vendre des appareils photo, des baskets, des ordinateurs portables plus cher – souvent beaucoup plus cher – en Suisse qu'à un jet de pierre d'ici.

La fixation des prix dans un marché libre doit être libre et la libre circulation des marchandises au sein de celui-ci doit aussi être possible. Si la solution du Conseil fédéral, ou si les propositions qui vont dans le même sens, c'est-à-dire celles des minorités qui ont été défendues tout à l'heure, était adoptée, on en resterait quasiment à la situation actuelle. Cela signifie que nous maintiendrions des monopoles d'importation, des baronnies, toutes sortes de conditions qui conduisent à des prix surfaits.

C'est la raison pour laquelle notre groupe fait une différence claire entre l'ensemble des biens soumis à la concurrence et au marché et les prix des médicaments qui sont imposés par l'Etat. Nous sommes conscients que la Suisse doit se soucier de sa place scientifique et lui offrir les meilleures conditions pour prospérer. Notre compromis est raisonnable. Il n'est pas une solution «Heimatschutz» pour l'industrie pharmaceutique. Notre industrie pharmaceutique joue d'ailleurs dans la cour des grands et elle n'a pas peur de la concurrence. Mais, en l'occurrence, nous voulons pour elle des conditions claires, crédibles et prévisibles. C'est d'ailleurs un secteur qui investit en Suisse 4 milliards de francs par année, à peu près six fois son chiffre d'affaires, et qui représente le quart de nos exportations, c'est-à-dire environ 50 milliards de francs par année.

Quelles sont les raisons de faire une exception pour les médicaments? D'abord, l'importation parallèle des médicaments n'a rien à voir avec la concurrence pour les prix puisque le prix des médicaments, en Suisse ou dans d'autres pays de l'Union européenne, est fixé par l'Etat. Ensuite, les discussions récentes sur les prix des médicaments, même si elles n'ont pas abouti hier, montrent qu'il y a une volonté selon laquelle on souhaite revoir périodiquement le prix des médicaments et les comparer avec ceux des pays qui sont économiquement semblables à la Suisse. Je ne parle pas de la Grèce ou de la Roumanie, car on voit très bien qu'on ne pourrait pas payer des produits à des prix grecs et des salaires au niveau suisse à long terme. Puis, en regardant ce qui se passe au-delà de nos frontières, les importations parallèles n'ont pas conduit à une baisse de prix des médicaments, parce que le commerce thésaurise le plus souvent les différences de prix.

J'y ajoute un élément au-delà des considérations financières et économiques, c'est celui de la sécurité du patient: les risques de réemballage, les importations de contrefaçons, les difficultés de contrôle. Je pense que nous avons intérêt à exclure des importations parallèles les médicaments, aussi en raison de la sécurité du consommateur. Finalement, il y a des médicaments qui ne sont pas soumis à un contrôle de prix par l'Etat. Il s'agit par exemple de la pilule contraceptive, de la fameuse pilule Viagra. Dans ces domaines-là, la pression concurrentielle pourra peser sur les prix au bénéfice du consommateur. Monsieur Prix a d'ailleurs constaté que dans ce domaine, les différences de prix étaient les plus importantes.

Je vous demande de suivre le compromis équilibré élaboré par la majorité de la commission et le Conseil des Etats, de refuser clairement les propositions de minorité qui vous sont

présentées, car elles ne visent qu'à maintenir la situation actuelle ou à nous promettre une négociation avec l'Union européenne qui a très peu de chances d'aboutir. Elles ne sont rien d'autre qu'une manoeuvre dilatoire pour ne rien changer. Faisons un pas équilibré dans la direction souhaitée par le Conseil des Etats.

Spuhler Peter (V, TG): Einmal mehr diskutieren wir in diesem Rat über Parallelimporte bzw. über den Systementscheid mit der Erschöpfung im Patentrecht. Einmal mehr richte ich das vehemente Votum an Sie, hier ganz klar den Minderheitsanträgen zu folgen. Es kann doch nicht sein, dass wir hier für die Pharmabranche Ausnahmen schaffen. Es kann doch nicht sein, dass dieser Rat eine «Lex Pharma» ins Leben ruft und eine Branche allen anderen Branchen in diesem Land vorzieht. Wie wollen Sie von der linken Seite und von der CVP Ihren Wählern das beliebt machen? Das ist ein Widerspruch. Gerade die Linke, die seit Jahren gegen die Pharmabranche kämpft, will jetzt die Pharmabranche allen anderen Branchen vorziehen. Das geht nicht.

Ich bitte Sie, hier im Sinne einer kohärenten Wirtschaftspolitik die Anträge der Minderheiten zu unterstützen.

Wenn man die Lösung des Ständerates genauer anschaut, dann geht es hier wieder einmal um eine grundsätzliche Frage: Höhlen wir unser liberales Wirtschaftsrecht und die Eigentumsgarantie aus? Auch ich als Unternehmer will gleich behandelt werden. Auch ich als Unternehmer will – wenn ich etwas entwickle und Geld investiere – schlussendlich über diese Entwicklung in allen Teilen verfügen können, und da gehören die Vertriebsrechte ebenfalls dazu. Sie untergraben mit dieser Lösung den Innovationsschutz; wenn Sie die Pharmabranche schützen, lassen Sie die KMU einfach im Regen stehen. Diese können nicht so einfach ausweichen und ihre Forschungsabteilungen ins Ausland verlegen. Gerade die CVP, die selbsternannte KMU-Partei, will jetzt die KMU hier opfern und eine «Lex Pharma» schaffen. Erzählen Sie das den KMU-Vertretern bei Ihren Wählern. Schauen Sie mal Ihren Widerspruch an! Unglaublich!

Wenn wir die Pharmabranche ausklammern, möchte ich Sie auch noch einmal daran erinnern, dass nur 5 Prozent der Importe patentgeschützte Güter sind. Von diesen 5 Prozent sind zwei Drittel aus dem Pharmabereich – und genau diesen klammern Sie aus. Auch das ein Widerspruch; ich bin gespannt, wie Sie das Ihren Wählern erklären.

Eine einseitige regionale Erschöpfung verstösst gegen die WTO-Abkommen. Wir werden mit Klagen rechnen müssen. Auch hier verstehe ich die Haltung der linken Seite und der CVP nicht. Wenn wir jetzt mit diesem Mischmasch kommen, haben wir neu vier Erschöpfungsregime. Auch das führt zu einem Dschungel, zu zusätzlichen Kosten, gerade auch für kleinere Unternehmen. Wir werden Probleme haben, die Definitionen für die einzelnen Regime zu finden. Glauben Sie mir, bleiben Sie beim Einfachen. Bleiben Sie dort, wo wir herkommen, glauben Sie daran, dass die Schweiz basierend auf einer liberalen Wirtschaftsordnung mit Eigentums-garantie gross und stark geworden ist. Höhlen wir diese nicht aus, vor allem nicht einseitig mit einer «Lex Pharma»!

Vischer Daniel (G, ZH): Zwei Fragen, Herr Spuhler:

1. Ihre Ausführungen haben so getönt, als wären Sie, wenn es die Ausnahme für die Pharma nicht gäbe, eigentlich für die regionale Erschöpfung. Wenn nicht, ist Ihre Polemik gegen die Ausnahme für die Pharma eigentlich unnötig, weil sie ein Zugeständnis ist.
2. Wären Sie dann für die internationale Erschöpfung?

Spuhler Peter (V, TG): Nein, ich glaube, dass ich im Rat schon mehrmals zu diesem Thema gesprochen habe. Ich bin ganz klar für eine nationale Erschöpfung. Dagegen ist die regionale Erschöpfung – Entschuldigung, Herr Vischer – nun wirklich das Dummste, was wir machen können.

Darbellay Christophe (CEg, VS): Lieber Kollege Spuhler, Sie haben uns vorgeworfen, wir verträten die KMU nicht. Gewerbeverband und Hotellerieuisse haben für einen System-

wechsel Position bezogen. Sind diese Verbände keine Vertreter der KMU?

Spuhler Peter (V, TG): Ich habe ein bisschen Mühe, Hotellerieuisse und Patentschutz in Einklang zu bringen. Ich kann einfach sagen – das habe ich vorher auch ausgeführt –: Die grossen Pharmaunternehmen haben kein Problem, ihre Forschungsstätten ins Ausland zu verlegen. Die vielen KMU, die ebenfalls an neuen Technologien arbeiten und einen Innovationsschutz brauchen, sind viel mehr auf die Schweiz angewiesen. Sie wollen hier auch einen Schutz. Wenn der Gewerbeverband für die regionale Erschöpfung ist, dann mag das so sein. Das entspricht nicht meiner Meinung. Wenn Sie durchs Land ziehen und in den vielen KMU nachfragen, dann hören Sie etwas anderes. Es ist ja nicht das erste Mal, dass ein Verband nicht seine Mitglieder vertritt.

Hany Urs (CEg, ZH): Herr Spuhler, Sie haben die Hälfte Ihres Referates dazu verwendet, uns anzugreifen, weil es eine Ausnahme der administrierten Preise gibt. Sie haben gesagt, das sei der Grund dafür, dass man einer regionalen Erschöpfung nicht zustimmen könne. Wenn die Ausnahme nicht bestehen würde, würden Sie dann der regionalen Erschöpfung zustimmen? Ich hätte das nämlich gerne.

Spuhler Peter (V, TG): Ich habe vorher und auch in den vorgängigen Debatten schon mehrmals gesagt, dass ich ganz klar für die nationale Erschöpfung bin. Die regionale Erschöpfung ist für mich die schlechteste Variante, weil sie gerade auch mit den WTO-Regeln nicht in Einklang zu bringen ist; und das gibt zusätzliche Probleme. Dass wir jetzt für eine Branche eine Ausnahme machen, finde ich einen Skandal!

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Um gleich am Anfang einen Irrtum auszuräumen: Es geht bei dieser Frage nicht etwa um eine Aufhebung des Patentschutzes. Es geht nicht darum, das Eigentumsrecht anzugreifen. Es geht aber darum, wenn jemand über ein Patent ein Produkt entwickelt hat, dieses Produkt auch dem Wettbewerb des Preises auszusetzen. Es geht nicht darum, die Idee dem Wettbewerb auszusetzen, dafür ist das Patentrecht da. Die patentierten Produkte werden diesen Patentschutz nicht verlieren, wenn wir heute der Regelung des Ständerates zustimmen. Das muss vielleicht auch einmal Herr Spuhler zur Kenntnis nehmen, der immer vom geistigen Eigentum spricht und so tut, als ob das dann nicht mehr gewährleistet wäre. Es geht hier um eine Wettbewerbsfrage. Das Patent gewährleistet, dass jemand, der ein Produkt entwickelt hat, darauf auch das Recht hat, dass nur er es produzieren darf oder dann über Lizenzen etwas dafür verlangen kann, wenn das jemand anderes macht. In diesem Geschäft geht es darum, dass er nicht für immer und ewig auch sagt, was der Preis dieses Produktes sein soll. Deshalb sind eben Parallelimporte wichtig, sie sind ein Grundstein dafür, dass die Preise unserer Hochpreisinsel Schweiz etwas weniger hoch sind.

Die SP-Fraktion tritt mit Überzeugung für den Beschluss ein, den der Ständerat jetzt gefasst hat, aber ich kann Ihnen sagen: ohne Begeisterung.

Warum mit Überzeugung? Wir wollen, dass diese Produkte bezüglich des Preises in den Wettbewerb gehen. Wir wollen im Bereich der Parallelimporte einen zweiten Schritt machen. Den ersten haben wir bei den Landwirtschaftsprodukten gemacht, wo wir eine internationale Erschöpfung eingeführt haben.

Ohne Begeisterung, das ist ganz klar: Wir sind die Partei, die für die internationale Erschöpfung einsteht. Wir machen aber gerne einen Schritt bezüglich einer regionalen Erschöpfung, weil damit ein weiterer Schritt in die richtige Richtung gemacht wird. Die dickste Kröte, die wir schlucken müssen, ist selbstverständlich die Ausnahme für staatlich festgelegte Preise oder, kurz gesagt, für die Medikamentenpreise. Wenn jetzt Herr Spuhler hier so tut, als ob das der grosse Skandal wäre, erinnere ich ihn daran, dass die erste Fassung aus der WAK-NR, die hier ankam, eine regionale Erschöpfung ohne diese Ausnahme enthielt. Herr Spuhler

war damals bei der Minderheit, die diesen Antrag ablehnte. Er will diesen Schutz für alle Branchen, und er will keinen Wettbewerb bei den Preisen. Das ist hier die richtige Aussage.

Für uns ist es ein ganz schwieriges Unterfangen, hier zuzustimmen. Aber es ist ein richtiger Schritt in die richtige Richtung, und wir werden dranbleiben, um die Ausnahme für die Pharmaindustrie irgendwann wegzubringen und irgendwann einmal sogar eine internationale Erschöpfung haben. Zu sagen, dass niemand eine regionale Erschöpfung habe, ist auch Unsinn. Denn die EU hat das, weil sie eben eine andere Form der Zusammenarbeit kennt. Dort ist diese Regelung schon längst gang und gäbe.

Jetzt noch zum Eventualantrag Markwalder Bär: Der ist natürlich ziemlich blauäugig. Hier drin zu meinen, man könne alles ablehnen und dann über eine Motion verlangen, dass es eine gegenseitige Zulassung der Parallelimporte gebe – und das vielleicht sogar in nützlicher Frist –, ist mehr als blauäugig. Nein, es ist sogar eine Taktik zur Verhinderung eines nächsten Schrittes. Selbst die Neue Europäische Bewegung Schweiz (Nebs) teilt diese Ansicht nicht mehr und sagt, wir müssten nach dem Schritt mit der Landwirtschaft jetzt einen zweiten Schritt machen.

Ich bitte Sie dringend, dem Eventualantrag Markwalder Bär nicht zuzustimmen, sondern – so schwer es uns allen fällt – jetzt dem Ständerat in allen Punkten zu folgen.

Huber Gabi (RL, UR): Wenn Sie von der internationalen Erschöpfung so begeistert sind und eine Abneigung gegen die Pharma-Lösung haben, warum unterstützen Sie dann nicht den Beschluss unseres Rates vom letzten Mal und damit den Entwurf des Bundesrates? Das ist eine für die Schweiz massgeschneiderte Lösung: die nationale Erschöpfung kombiniert mit der internationalen Erschöpfung, die dann gilt, wenn das Patent nicht das Wesen der Ware ausmacht. Davon spricht kein Mensch.

Warum sind Sie nicht für diese massgeschneiderte Lösung?

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Sie haben es ja selber gesagt: Ich bin enthusiastisch für eine internationale Erschöpfung. Nochmals die Begründung: Es geht hier nicht um eine Aufhebung des Schutzes des Patentes, des geistigen Eigentums an diesem Produkt, sondern es geht darum, dass jemand, der so etwas entwickelt hat, nicht auf alle Zeit hinaus auch noch den Preis festlegen kann. Das ist gegen die Konsumentinnen und Konsumenten. Es würde eben in die richtige Richtung weisen wie schon andere Massnahmen – beispielsweise das Kartellgesetz –, die wir hier drin getroffen haben: Es geht um mehr Wettbewerb.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, der Minderheit zuzustimmen, also am Beschluss des Nationalrates festzuhalten. Die Völkerrechtskonformität eines einseitigen Wechsels zur regionalen Erschöpfung wird unterschiedlich beurteilt. Eine abschliessende und verbindliche Klärung ist nicht möglich. Nach Auffassung des Bundesrates gibt es aber gute Gründe dafür, dass die regionale Erschöpfung mit dem Trips-Abkommen und mit dem Gatt-Abkommen von 1994 rechtlich nicht vereinbar ist, wenn sie von der Schweiz einseitig eingeführt wird. Gegenteilige Meinungen gibt es auch, in verschiedenen Gutachten; sie haben aber die Bedenken des Bundesrates nicht ausgeräumt.

Die Risiken eines WTO-Streitbeilegungsverfahrens werden unterschiedlich beurteilt. Der Bundesrat verspricht sich von einer einseitigen regionalen Erschöpfung in jedem Fall keine Vorteile, die die vorhandenen Risiken aufzuwiegen vermöchten. Der potenzielle wirtschaftliche Nutzen eines Wechsels zur regionalen Erschöpfung ist sehr gering. Das Preissenkungspotenzial wird in den vorhandenen Studien generell zu hoch eingeschätzt. Das gilt auch für die ökonomischen Studien im Auftrag des Bundes. Sie sind vor allem darum zu relativieren, weil sie den Wettbewerb durch austauschbare Produkte anderer Hersteller, den Interbrand-Wettbewerb, nicht berücksichtigen. Die in den Studien prognostizierten

positiven Effekte auf die Preise dürften daher weitgehend ausbleiben.

Der Nutzen eines Wechsels zur regionalen Erschöpfung entfällt fast vollständig, wenn die Pharma als Branche mit den meisten Patenten von diesem Systemwechsel ausgenommen würde. Auf diese Branche allein entfällt der Löwenanteil – nämlich etwa 60 Prozent – des in den Studien prognostizierten Preissenkungspotenzials bei einem Systemwechsel.

Der von der Kommissionsmehrheit befürwortete Systemwechsel garantiert keine bessere Ausschöpfung des Innovationspotenzials. Ein Systemwechsel, und das ist auch zu bedenken, wirkt sich nachteilig für innovative KMU aus. Die in der Schweiz erzielten Umsätze machen oft einen grossen Anteil des gesamten Umsatzes eines KMU aus. Zudem sind die Aufwendungen für Forschung und Entwicklung dieser KMU gemessen am Umsatz sehr hoch.

Ein Systemwechsel würde eine Expansionsstrategie mit tieferen Preisen im Ausland, wie sie heute viele KMU kennen, erschweren und Ertragsausfälle bewirken, die sich wiederum negativ auf Investitionen und Forschung und Entwicklung in der Schweiz auswirken könnten.

Artikel 9a Absatz 4 des Antrages der Mehrheit sieht eine Kombination von regionaler und internationaler Erschöpfung vor. Diese Kombination ist mit dem Gedanken eines einseitigen Nachvollzugs mit Blick auf den Binnenmarkt, wie er in den ersten Absätzen dieses Artikels zum Ausdruck gebracht wird, an sich nicht vereinbar. Im Übrigen kennt kein EU-Mitgliedstaat eine auch nur im weitesten Sinne vergleichbare Ausnahme.

Der Handel wird nach der Lösung der Mehrheit der Kommission künftig vier Erschöpfungsregimes auseinanderhalten müssen: erstens als Grundsatz die einseitig-regionale Erschöpfung, zweitens die internationale Erschöpfung bei Produkten, die ausserhalb des EWR auf den Markt gelangen, sofern der patentierte Bestandteil von untergeordneter Bedeutung ist, drittens die nationale Erschöpfung bei Produkten, deren Preise im In- oder Ausland direkt administriert sind und die im EWR auf den Markt gelangen, viertens die internationale Erschöpfung bei landwirtschaftlichen Produktionsmitteln und Investitionsgütern.

Der Bundesrat schlägt eine Kombination zwischen nationaler und internationaler Erschöpfung vor: Die nationale Erschöpfung soll dort gelten, wo die Innovation wichtig ist, die internationale Erschöpfung dort, wo die Innovation nur geringe Bedeutung hat.

Die nationale Erschöpfung begünstigt den dynamischen Wettbewerb, also den Wettbewerb, der auf der sukzessiven Einführung neuer, verbesserter Produkte beruht: Mit dem Alleinvertriebsrecht schützt die nationale Erschöpfung die Früchte aus Forschung und Entwicklung vor einer Ausbeutung, sie schützt also vor Trittbrettfahrern. Die ordnungspolitischen Einwände, die gegen die nationale Erschöpfung vorgebracht werden, vernachlässigen die Bedeutung des patentrechtlichen Vertriebschutzes für den dynamischen Wettbewerb. Der Nutzen für die Konsumenten aus neuen und verbesserten Produkten ist weitaus grösser als der Nutzen aus einer kurzfristigen Optimierung des Preises bestehender Produkte. Die nationale Erschöpfung ist schliesslich kein Preis- oder Absatzschutz; die Konkurrenz durch austauschbare Produkte anderer Hersteller sorgt ja für Effizienzdruck auf die Wertschöpfungskette des Patentinhabers.

Die internationale Erschöpfung gilt nach dem Vorschlag des Bundesrates, wenn ein patentierter Bestandteil einer Ware von untergeordneter Bedeutung ist. Das ist dann der Fall, wenn die patentierte Technologie nicht das Wesen der Ware ausmacht. Dort, wo die Innovation aber eine untergeordnete Rolle spielt, tritt der Innovationsanreiz als Rechtfertigung für eine nationale Erschöpfung in den Hintergrund. Dort soll die nationale Erschöpfung zugunsten anderer Interessen durchbrochen werden. Die internationale Erschöpfung bei untergeordneter Bedeutung des Patents gilt nach dem Vorschlag des Bundesrates auch für Arzneimittel. Deren Parallelimport hängt allerdings vom Bestand der heute bestehenden Hürde im Zulassungsrecht ab. Ob an dieser Schranke festgehalten

werden soll oder nicht, ist nach Auffassung des Bundesrates dann bei der Revision des Heilmittelgesetzes zu prüfen.

Nach Absatz 4 gemäss Vorschlag des Bundesrates gilt die Vermutung, dass der patentierte Bestandteil für das Gesamtprodukt von untergeordneter Bedeutung ist – dies im Gegensatz zur heutigen Bestimmung in Artikel 9a. Der Patentinhaber, der den Parallelimport vor Gericht verbieten lassen will, kann die Vermutung nur umstossen, wenn er das Gegenteil glaubhaft macht.

Absatz 5 von Artikel 9a nimmt die Pharmabranche und damit den patentintensivsten Wirtschaftssektor mit dem grössten Preissenkungspotenzial von der regionalen Erschöpfung aus. Laut einer Studie entfällt allein auf diese Branche – ich habe es gesagt – der Löwenanteil von 60 Prozent des Preissenkungspotenzials.

Ich möchte bei Absatz 5 noch zur Differenz zwischen dem Verweis auf «Absätze 1 bis 3» und dem Verweis auf «Absätze 1 bis 4» kommen: Im Ständerat wurde diese Frage eingehend diskutiert, und die votanten, die sich meldeten, gingen offensichtlich davon aus, dass der Verweis die Absätze 1 bis 4 beschlagen sollte. Das ist im Ständerat unwidersprochen so geblieben.

Was ist nun der Unterschied zwischen einem Verweis auf die Absätze 1 bis 3 und einem Verweis auf die Absätze 1 bis 4? Es ist ein konzeptioneller Unterschied. Ein Verweis auf die Absätze 1 bis 3 verwirklicht für Importe von ausserhalb des EWR den handelsfreundlicheren Ansatz des Bundesrates, also den Ansatz, den Sie auch im Entwurf des Bundesrates finden. Demnach findet für untergeordnete Innovationen die internationale Erschöpfung nach Massgabe von Absatz 4 auch auf Produkte mit direkt administrierten Preisen Anwendung. Ein Verweis auf die Absätze 1 bis 4 dagegen realisiert eine absolute Pharma-Ausnahme. Parallelimporte von Produkten – sowohl aus dem EWR als auch von ausserhalb des EWR – mit direkt administrierten Preisen können ausnahmslos verhindert werden. Parallelimporte sind selbst dann ausgeschlossen, wenn die Innovation von untergeordneter Bedeutung ist. Das ist der konzeptionelle Unterschied zwischen einem Verweis auf die Absätze 1 bis 3 beziehungsweise 1 bis 4.

Nun noch zum Eventualantrag Markwalder Bär beziehungsweise zur Motion 08.3603 zur gegenseitigen regionalen Erschöpfung: Der Antrag Markwalder Bär übernimmt aus dem Entwurf des Bundesrates die internationale Erschöpfung für den Fall, dass ein patentierter Bestandteil einer Ware von untergeordneter Bedeutung ist. Auf eine Festschreibung der nationalen Erschöpfung oder der einseitigen regionalen Erschöpfung soll verzichtet werden, so der Antrag. Im Ergebnis stellt dieser Antrag den Ausgleich zwischen dynamischer und statischer Effizienz nicht infrage, den der Bundesrat mit seinem Vorschlag ja auch schaffen wollte. Von daher verschliesse ich mich einer Verständigung auf einen solchen Lösungsansatz natürlich nicht.

Die Motion, welche die Aufnahme von Verhandlungen über eine zweiseitige regionale Erschöpfung fordert, trägt zwar unseren Vorbehalten gegenüber einer einseitigen regionalen Erschöpfung Rechnung, hat aber andere Nachteile, nämlich die, dass sich die Schweiz wahrscheinlich auf lange Verhandlungen einlassen würde, mit wohl ungewissem Ergebnis. Man muss auch mit Gegenforderungen rechnen; was das Resultat ist, weiss man heute selbstverständlich nicht. Das ist zu bedenken, auch wenn mir klar ist, dass letztendlich natürlich erst das Verhandlungsergebnis ein abschliessendes Urteil erlauben würde und diese Frage deshalb heute offen ist.

Hany Urs (CEg, ZH): Frau Bundesrätin, Sie haben davon gesprochen, dass 60 Prozent der Produkte ausgenommen seien. Ich gehe natürlich davon aus, dass Sie Recht haben, dass das 60 Prozent ausmacht; das sind die Pharmaprodukte, die Medikamente. Aber: Würde es sich dann nicht lohnen, wenn wir wenigstens bei 40 Prozent der Produkte profitieren könnten? Ich bin froh, wenn es bereits 40 Prozent der Produkte sind!

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Das ist eine Entscheidung, die Sie dann treffen – das ist ja nicht im Entwurf des Bundesrates –, ob Sie auf diesen Absatz 5 bzw. auf die einseitige regionale Erschöpfung einsteigen wollen oder nicht. Der Bundesrat beantragt Ihnen ein anderes Konzept, in dem diese Ausnahme gar nicht vorhanden ist.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL), für die Kommission: Nochmals, zusammenfassend, zu den einzelnen Anträgen: Mit der Mehrheit der Kommission – die Kommission hat in diesem Punkt mit 14 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung entschieden – bitte ich Sie, den Minderheitsantrag Schneider abzulehnen. Der Minderheitsantrag besagt eines: Man will am geltenden System der nationalen Erschöpfung festhalten. Warum war die Mehrheit anderer Meinung? Zum einen sicher aus Wettbewerbsgründen: Wir versprechen uns vom Wettbewerb sinkende Preise. Es ist klar, Frau Bundesrätin, wir können das nicht genau nachweisen. Aber wir haben konkrete Erfahrungen im Markt, wie sich Parallelimporte auf die Preise auswirken. Ich verweise auf die Öffnung im Bereich der landwirtschaftlichen Hilfsstoffe und Produktionsmittel, wo das Preissenkungspotenzial jetzt klar zum Tragen kommt. Und fest steht auch, dass gerade kleine Märkte wie die Schweiz von der Marktöffnung am meisten profitieren.

Und wenn zuvor geltend gemacht worden ist, dass sei eine KMU-feindliche Regelung, muss ich sagen: Genau das Gegenteil ist der Fall. Die KMU leiden unter den hohen Preisen. Die hohen Preise belasten nicht nur die Konsumentinnen und Konsumenten, sondern vor allem die KMU. Deswegen ist auch erklärbar, dass sich Organisationen des Gewerbeverbandes für diese Lösung aussprechen.

Dann zur Frage der völkerrechtlichen Kompatibilität. Sie haben zu dieser Frage verschiedene Gutachten vorliegen. Sie wissen: So viele Juristinnen und Juristen, so viele Meinungen. Interessant ist nun aber, dass wir nach der Bewertung der Gutachten sagen müssen: Die Mehrheit der Gutachten spricht sich dafür aus, dass dies rechtlich durchaus vertretbar ist. Und der Gutachter, der am skeptischsten ist, kommt zum Schluss, dass das Klagerisiko für die Schweiz gering ist. Deswegen kommt die Kommissionsmehrheit zum Schluss: Die Schweiz soll den Schritt wagen.

Das Vorgehen, das uns vonseiten der freisinnigen Fraktion und mit dem Antrag Markwalder Bär vorgeschlagen wird, ist, dass wir auf dem Weg bilateraler Verhandlungen versuchen sollten, mit der EU eine reziproke Lösung herbeizuführen. Das ist schön und gut, nur möchte ich dazu zwei Sachen sagen: Wir hatten diese Diskussion bereits ausgiebig in der Kommission für Rechtsfragen. Es war bereits damals völlig klar, und Frau Bundesrätin Widmer-Schlumpf hat auch heute darauf hingewiesen, dass derartige Verhandlungen Jahre dauern. Der Antrag beinhaltet somit nichts anderes, als dass der Entscheid weiter verzögert und die geschlossenen Märkte weiterhin verteidigt würden. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie wenigstens ehrlich wären und sagen würden: «Wir wollen diese Öffnung nicht», und nicht in solchen Scheingehechten, die in allen Kommissionen, in allen Beratungen immer wieder geführt werden, vorgeben, sie seien für eine Öffnung des Markts. Genau dieses Anliegen wird mit Ihrem Antrag unterlaufen.

Zum Antrag der Minderheit Wandfluh: Herr Wandfluh, ich möchte zu Ihrer Minderheit und zu den vielen Äusserungen, die hier in Bezug auf die Sonderregelung für die Pharma gemacht worden sind, nur Folgendes sagen: Sie haben im Rahmen dieser Debatte gemerkt, dass die Sonderregelung für die Pharma nicht auf eitel Begeisterung stösst. Warum? Auch ich, die ich Anhängerin einer internationalen Erschöpfung ohne Ausnahmen bin, meine, dass sich die vorgeschlagene Lösung auch wettbewerbsrechtlich vertreten lässt. Die Verantwortung für staatlich fixierte Preise liegt primär bei der Politik. Das hat die gestrige Debatte zu den Medikamentenpreisen klar gezeigt. Sie hätten es mit der Lösung, wie sie die Kommissionsmehrheit vorschlägt, in der Hand, mit einer griffigen staatlichen Regulierung und mit einer konsequenten periodischen Überprüfung der staatlich fixierten Preise dafür zu sorgen, dass die Medikamentenpreise in der

Schweiz endlich gesenkt würden. Genau das hat die Mehrheit gestern in diesem Parlament auch abgelehnt. Meine Schlussfolgerung für die Kommissionsmehrheit: Tragen wir den Kompromiss des Ständerates mit, und sorgen wir für mehr Wettbewerb und tiefere Preise in diesem Land. Eines gilt es zu bedenken: Ein Kompromiss verlangt immer Abstriche auf allen Seiten. Es ist nie die Ideallösung, die wir mit einem Kompromiss erreichen. Die Kommissionsmehrheit will endlich einen Schritt in Richtung offene Märkte machen, sie will Parallelimporte aus dem EWR auch bei patentgeschützten Produkten zulassen. Wir sind überzeugt, dass die Preiswirkung sehr viel grösser sein wird, als sie sich in den theoretischen Studien bewerten lässt.

Markwalder Bär (RL, BE): Frau Leutenegger Oberholzer, wie kommen Sie dazu zu behaupten, dass allfällige Verhandlungen mit der EU Jahre dauern würden? Teilen Sie nicht die Meinung, dass es einen beidseitigen politischen Willen benötigt, damit die Verhandlungen rasch und zu gegenseitiger Zufriedenheit abgeschlossen werden können?

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL), für die Kommission: Zum Ersten verweise ich hier auf die Ausführungen von Frau Bundesrätin Widmer-Schlumpf. Zum Zweiten glaube ich, dass Verhandlungen immer dann rasch vorangehen, wenn beide Seiten ein Interesse daran haben. Aber in Bezug auf die Erschöpfungsfrage haben nur wir ein grosses Interesse, die EU nicht. Folglich ist es vorprogrammiert, dass das Begehren irgendwo weit hinten auf der Traktandenliste landen wird. Und es dauert dann in der Tat Jahre, wenn nicht Jahrzehnte, bis ein solches Verhandlungspaket zum Abschluss kommt.

Marti Werner (S, GL): Frau Leutenegger Oberholzer, die Mehrheit stimmt nun dem Beschluss des Ständerates zu, um zumindest in einem Teilbereich einen Fortschritt zu erzielen. Ich habe jetzt einfach noch eine Verständnisfrage bezüglich des Medikamententeiles. Hier haben wir ja jetzt die Bestimmung, dass die Medikamente ausgenommen sind und dass sich gemäss Beschluss des Ständerates dieser Ausschluss auf die Absätze 1 bis 4 und nicht nur auf die Absätze 1 bis 3 bezieht. Nach meiner Einschätzung hat dies zur Folge, dass die Pharma Medikamente mit abgelaufenem Patent durch eine Änderung der Verpackung, eines Details oder der Abfüllung dann wieder patentschützen kann. Stimmt diese Einschätzung? Bezieht sich das auf alle Medikamente, oder bezieht sich das nur auf Medikamente, die ausserhalb der Schweiz oder ausserhalb des EWR-Raumes zugelassen werden?

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL), für die Kommission: Zur letzten Frage: Die Rückverweisung betrifft die Absätze 1 bis 4. Die Formulierung von Absatz 4 ist klar, es gilt für diejenigen Produkte, die ausserhalb des EWR-Raumes zugelassen werden. Und so muss meines Erachtens Absatz 5 interpretiert werden.

Zur konkreten Frage: Es muss sich um bedeutende patentierbare Teile handeln. Ob die Innovation bei einer Verpackung zu einem patentierbaren Teil mit wesentlicher Bedeutung gehört, würde ich grundsätzlich infrage stellen. Das gilt es aber grundsätzlich für jeden Einzelfall abzuklären. Es ist also keine generalisierte Lösung, sondern es muss bei jedem einzelnen Produkt geklärt werden, ob es sich um einen patentierbaren Teil mit wesentlicher Funktionalität für das Produkt handelt – und dann trifft die Folge, die Sie jetzt erläutert haben, allenfalls ein.

Meier-Schatz Lucrezia (CEg, SG), pour la commission: Permettez que je reprenne un certain nombre de points qui ont été traités ce matin. Je reprendrai d'abord tout ce qui concerne le domaine des relations internationales. Vous le savez, divers experts ont été consultés par le Conseil fédéral et ils sont tous arrivés à la conclusion suivante: l'introduction du principe de l'épuisement international ne pose aucun problème sur le plan du respect des accords in-

ternationaux, plus particulièrement de l'OMC et du GATT. Les experts ont des avis divergents lorsqu'il s'agit d'aborder la compatibilité d'une introduction du principe de l'épuisement régional avec les accords. La majorité des membres de la commission se réfère, pour justifier sa position, à la clause d'exception contenue dans le chapitre 20 de l'Accord du GATT. Ces experts se réfèrent aux deux principes fondamentaux énoncés dans les accords du GATT et de l'OMC, mais, en même temps, conseillent de reprendre les chapitres qui introduisent des cas d'exception. Finalement, la question de la réciprocité en cas de changement de régime, sur laquelle nous nous sommes penchés ce matin, n'a pas, elle non plus, reçu de ces experts une réponse sans équivoque.

Il eût été opportun, je vous le concède, que le Conseil fédéral lui-même tranche la question. Celui-ci a quant à lui renoncé à dissiper les incertitudes relatives à l'instauration unilatérale de l'épuisement régional.

Donc, là aussi, il y a différents avis de droit, différentes positions, différentes attitudes. C'est la raison pour laquelle la commission a décidé, par 14 voix contre 10, d'opter pour cette ouverture unilatérale.

L'introduction du principe de l'épuisement régional unilatéral ne reflète pas seulement la volonté de notre commission et celle du Conseil des Etats, mais aussi celle de différents gouvernements cantonaux qui ont eu, au cours de la procédure de consultation, l'occasion de se prononcer et ont eux aussi soutenu ce principe.

Monsieur Spuhler et Monsieur Schneider, en maintenant le principe de l'épuisement national, confèrent au détenteur du brevet la possibilité d'adapter les prix à la grande diversité des conditions économiques et juridiques des différents pays. Monsieur Schneider et Monsieur Spuhler entendent donc permettre aux entreprises de cloisonner le marché et par conséquent de réaliser des gains supérieurs à ceux obtenus par un même produit sur un marché extérieur. Les défenseurs de ce principe signalent que la différenciation des prix se justifie pour couvrir une partie des coûts de la recherche.

La majorité de la commission estime quant à elle que la règle de l'épuisement national est contraire à la libre circulation des biens et favorise surtout les grandes entreprises internationales non domiciliées en Suisse, et ce particulièrement au détriment des PME et des consommateurs.

C'est la raison pour laquelle la commission a rejeté, par 14 voix contre 11, la proposition défendue par la minorité Schneider. La majorité de la commission vous invite à en faire autant.

Il y a également une proposition de la minorité Wandfluh à l'alinéa 5. Ici, la majorité vous propose d'exclure les produits aux prix administrés, c'est-à-dire les produits brevetés dont les prix sont fixés ou contrôlés par un organe étatique. La majorité de la commission a estimé qu'il était plus judicieux de faire une distinction en la matière. S'il est vrai que cette exception favorise surtout l'industrie pharmaceutique, il n'en reste pas moins vrai que cette même industrie doit accepter des règles du jeu différentes que les autres branches économiques qui ne connaissent pas les prix administrés.

Dans ce même contexte, la majorité de la commission a estimé qu'il importait par ailleurs de veiller à la sécurité des médicaments et à la protection contre les contrefaçons. C'est la raison pour laquelle elle a opté pour cette exception. Certes, les puristes ont raison. L'exception pour une branche peut paraître choquante, toutefois cette exception se justifie pour des raisons de sécurité. Toutefois – je tiens simplement à le signaler ici –, cette mesure qui vise à biffer l'alinéa 5, comme le propose la minorité Wandfluh, n'est autre qu'un stratagème pour faire échouer l'ouverture unilatérale telle que vous la propose la majorité de la commission, car Monsieur Wandfluh veut maintenir le principe de l'épuisement national.

C'est la raison pour laquelle la majorité de la commission vous invite à rejeter la proposition de la minorité Wandfluh.

Quant à la proposition Markwalder Bär, elle ne nous a pas été soumise en commission. Il ne nous appartient donc pas,

en tant que commissaires, de prendre position sur cet amendement. Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf a déjà dit ce qu'elle en pensait et la rapporteure de langue allemande en a fait de même. J'en resterai donc là. Je vous invite donc à suivre les propositions de la majorité de la commission.

Abs. 1–4 – Al. 1–4

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 08.010/1296)

Für den Antrag der Mehrheit ... 88 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 85 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 08.010/1297)

Für den Eventualantrag Markwalder Bär ... 94 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 91 Stimmen

Le président (Bugnon André, président): Une installation de vote électronique n'a pas fonctionné. Il y avait donc bien 91 voix pour la proposition de la majorité.

Pour le vote précédent également, la proposition de la majorité avait obtenu une voix de plus que le nombre qui était apparu à l'affichage.

Monsieur Noser veut faire une déclaration personnelle.

Noser Ruedi (RL, ZH): Wie Sie gesehen haben, haben sich gewisse liberale Unternehmer bei dieser Abstimmung enthalten. Jetzt geht es bei Absatz 5 um den Antrag der Mehrheit.

Das Patentrecht ist für die KMU bereits ein schwierig durchzusetzendes Recht. Grosskonzerne haben es hier viel einfacher. Neu ist das Patentrecht für KMU, die ihre Produkte international absetzen wollen, praktisch nicht durchzusetzen. Wenn ein KMU nämlich patentgeschützte Produkte in der Schweiz einführt, kann es, weil es hier eine Vertriebsorganisation hat, sehr gute und auch faire Preise umsetzen. Wenn dieses KMU aber seine Produkte zum Beispiel auf dem freien Markt in Deutschland oder Frankreich einführen will, dann hat es keine Marktorganisation, und es bleibt ihm oftmals als einzige Massnahme übrig, aggressive Preisstrategien zu fahren. Das haben schon Hunderte erfolgreicher KMU gemacht, und sie wurden mit dieser Strategie gross, wie zum Beispiel Ferag, Riri oder Jura-Kaffeemaschinen; oder denken Sie an die vielen Innovationen in der Uhrenindustrie. Wir liberalen Unternehmer waren bereit, diesen Vorteil zu opfern, da wir uns einen europäischen Wirtschaftsraum sehr gut vorstellen können, aber nur, wenn Vorteile bei den Lebenshaltungskosten zurückkommen. Eine Mehrheit hier drin – der CVP- und der SP-Fraktion sei Dank – will jetzt nur die KMU opfern und die Vorteile für die Haushaltsbudgets unserer Familien nicht einfahren, sprich: Die Familien in der Schweiz müssen nach wie vor teure Medikamente kaufen, und die KMU verlieren ihren Innovationsschutz; das Haushaltsbudget der Familien wird nicht entlastet, aber die innovativen KMU werden belastet.

Ich bitte die Befürworter des Antrages der Mehrheit, sich noch einmal gut zu überlegen, wie sie hier bei Absatz 5 abstimmen wollen. (*Zwischenruf des Präsidenten: Monsieur Noser, une brève déclaration personnelle, s'il vous plaît!*) Falls dem Antrag der Mehrheit zugestimmt wird, verspreche ich Ihnen, dass wir liberalen Unternehmer sämtliche innovativen Unternehmen in der Schweiz darüber orientieren werden, wie hier im Saal abgestimmt wurde.

Abs. 5 – Al. 5

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 08.010/1299)

Für den Antrag der Minderheit/

Eventualantrag Markwalder Bär ... 96 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 90 Stimmen

Le président (Bugnon André, président): Ce vote règle la question posée par Monsieur Theiler.

Ziff. la Art. 14 Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. la art. 14 al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Le président (Bugnon André, président): L'objet retourne au Conseil des Etats.

06.063

**ZGB. Erwachsenenschutz,
Personenrecht
und Kindesrecht**

**CC. Protection de l'adulte,
droit des personnes
et droit de la filiation**

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 28.06.06 (BBl 2006 7001)

Message du Conseil fédéral 28.06.06 (FF 2006 6635)

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.07 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.07 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 02.10.08 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 02.10.08 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 03.10.08 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Minderheit

(Schwander, Freysinger, Geissbühler, Müri, Reimann Lukas)
Rückweisung an den Bundesrat
mit dem Auftrag, im vorliegenden Entwurf die heutige Vormundschaftsbehördenlösung umzusetzen.

Proposition de la minorité

(Schwander, Freysinger, Geissbühler, Müri, Reimann Lukas)
Renvoi au Conseil fédéral
avec mandat de mettre en oeuvre, dans le présent projet, la solution actuelle de l'autorité tutélaire.

Amherd Viola (CEg, VS), für die Kommission: Wir entscheiden heute über die Gesamtrevision des Vormundschaftsrechts. Die Notwendigkeit dieser Gesamtrevision ist unbestritten, stammt das heute in Kraft stehende Vormundschaftsrecht doch aus dem Jahre 1907. Die Gesellschaft hat sich in den letzten hundert Jahren verändert. Diese Veränderungen wurden wohl in der Rechtsprechung der Gerichte berücksichtigt, Gesetzesänderungen und -anpassungen folgten daraus jedoch nicht. Der Reformbedarf ist deshalb anerkannt.

Die Revision beinhaltet sechs Hauptpunkte:

1. Die heute bestehenden amtsgebundenen behördlichen Massnahmen – die Vormundschaft, die Beiratschaft und die Beistandschaft – haben einen klaren, vom Gesetz eng umschriebenen Inhalt. Der Handlungsspielraum der Behörden ist dadurch beschränkt, was dazu führt, dass nicht immer die optimale Massnahme angeordnet werden kann. Neu sollen Regelungen nach Mass möglich sein. Es wird künftig nur noch die Beistandschaft geben, diese aber in vier Formen: die Begleitbeistandschaft, die Vertretungsbeistandschaft, die Mitwirkungsbeistandschaft und die umfassende Beistandschaft. Bei der umfassenden Beistandschaft, die der heutigen Vormundschaft entspricht, ist der Aufgabenbereich des Beistands gesetzlich umschrieben. Bei allen anderen For-